

GOUVERNEMENTALITÉ ET DÉNI DE MATÉRIALITÉ

Tyler Reigeluth

(entretien avec Benoît Halet)



Analyse

Dans *L'intelligence des villes*, Tyler Reigeluth se propose, selon ses propres termes, de « défétichiser le désir d'automatisme et de dématérialisation qui envoûtent les conceptions de l'intelligence urbaine. ».

En effet, le déploiement de la ville intelligente reposerait, dans cette perspective, sur un triple refoulement : de la matérialité – le plus explicite – d'abord, de l'historicité et, enfin, des particularismes, des idiosyncrasies de chaque ville au profit d'une image de la ville générique. Or, la vie urbaine, de la conception à la gestion, dépendrait fondamentalement de notre conception de l'intelligence, conception que le retour du refoulé ne manque pas de bouleverser.

En questionnant la *smart city*, Tyler Reigeluth nous donne à voir le dispositif numérique hors du « monde virtuel » auquel on le confine parfois indûment. Le déni de matérialité sur lequel repose l'idéal de la *smart city* permet de tisser des liens entre aménagement urbain, culture technique et médias 2.0 dans une perspective de modulations des désirs et des pratiques, c'est-à-dire de façonnage de subjectivités.

Benoît Halet

Comment caractériser, selon toi, la nature du pouvoir qui s'exerce dans le dispositif de la *smart city*?

Tyler Reigeluth

Pour répondre à cette question, je crois utile de mobiliser le concept de gouvernementalité de Michel Foucault : une manière de gouverner, de faire faire des choses à des individus, de mobiliser des corps, de moduler leurs désirs vers certains objectifs plus ou moins tacites.

Il me semble en effet qu'il y a une nouvelle forme de gouvernementalité à l'œuvre dans le déploiement des projets et des discours de *smart city*, au sens où c'est une nouvelle manière de faire faire des choses aux gens, de faire adopter des comportements, d'inciter les gens à acheter certaines choses, à pratiquer certaines parties de l'espace urbain d'une certaine manière et pas d'une autre – ce que Thomas Berns et Antoinette Rouvroy appellent une « gouvernementalité algorithmique ».

Pour prendre deux manifestations un peu contrastées de cette forme de gouvernementalité, on peut comparer, par exemple, la *smart city* et l'approche haussmannienne à Paris. Cette approche, archétype de l'aménagement de l'espace urbain qui s'est décliné dans différentes villes européennes, avait pour vocation de répondre à un ensemble d'enjeux urbains exacerbés, entre autres, par l'urbanisation pendant la Révolution industrielle, enjeux de criminalité, de pauvreté, d'hygiène, de révolte, etc. La réponse haussmannienne a été de dégager les rues, d'ouvrir les espaces, de les rendre plus visibles, aussi, plus contrôlables.

Naturellement, les phénomènes d'hygiène et de surpopulation ou de criminalité ne sont pas tout à fait les mêmes aujourd'hui qu'ils étaient au XVIII^e et XIX^e siècles. En revanche, je pense qu'il y a un même désir et une même croyance de la part des puissances publiques, qu'il existe des solutions purement techniques à ces problèmes, qu'il suffit de réaménager l'espace pour que les comportements des individus s'infléchissent dans le sens désiré. Aujourd'hui cette croyance se traduit dans les projets et discours autour de la *smart city* qui consistent à augmenter l'espace urbain par un ensemble de capteurs et processus de traitement de données qui rendraient la ville « intelligente ». Là où je pense que ces approches tombent toutes dans le même panneau, en voulant créer un espace urbain parfaitement contrôlable, parfaitement lisse, visible à tout instant – en s'attaquant d'ailleurs aux mêmes problèmes que les réformateurs urbains du XIX^e siècle (la pauvreté, la criminalité, etc.) –, c'est qu'elles se disent que des solutions techniques vont résoudre des problèmes qui ne sont pas forcément de nature technique. De fait, aucun sociologue ne soutiendra jamais que la mendicité est un problème technique, par exemple.

À côté de ces formes de gouvernementalité, il faut aussi examiner la manière dont le pouvoir se rend visible, se manifeste publiquement. Pour prendre un exemple simple, on peut évoquer le cas du Palais de justice à Bruxelles, où l'on a détruit des quartiers populaires entiers pour installer un symbole fort du pouvoir judiciaire, – aligné géographiquement avec le pouvoir exécutif et législatif. Le pouvoir se donne dans ce cas une sorte de lisibilité immédiate produite par ce nouvel aménagement spatial. Il semble ainsi dire: «voici le pouvoir», qui du coup se dessine clairement sur un axe. On peut aisément suivre du regard le Palais de justice qui se manifeste aux yeux de toutes et tous.

Ce projet d'aménagement a été justement critiqué, mais ce genre d'approche de l'urbanisme a au moins le mérite d'être visible et d'être discutable aussi et de se présenter, de se montrer, d'être ostentatoire, de s'afficher comme lieu de pouvoir. Ça veut dire qu'on peut y organiser des manifestations, on peut l'attaquer, on peut s'y prendre, on peut en bloquer l'accès. En d'autres termes, les dispositions engendrés par les dispositifs de pouvoir peuvent s'agencer autour de ces dispositifs de manière stratégique, de manière conjoncturelle, etc.

Ceci est plus difficilement imaginable avec les dispositifs numériques qui tendent à s'effacer, à s'invisibiliser, à se soustraire du regard et de l'expérience quotidiennes que l'on en fait.

Benoît Halet

Le manque de monumentalité numérique, c'est une vraie bonne question parce qu'il y a effectivement un ensemble monumental. Par exemple, on peut penser au siège des GAFAM dans la Silicon Valley, minuscule territoire où convergent l'essentiel des capitaux d'un secteur qui «entoile» la planète entière. Si l'on admet qu'il y a des enjeux de rapports de force dans la physicalité du pouvoir, comment lutter contre ce type d'incarnation à ce point centrifuge et effacée?

Tyler Reigeluth

Il y a plusieurs choses. La première, c'est qu'il y a une monumentalité, effectivement, mais alors au sens où Shannon Mattern parle d'une monumentalité anti-monumentale de l'IA et du numérique. C'est-à-dire que ce sont des monuments qui ne s'affichent pas en tant que tels. En gros, ce sont les centres d'hébergement de données. Ce sont des constructions pharaoniques. Il faut des moyens et des ressources vraiment faramineuses pour pouvoir les construire et les entretenir. Là où c'est anti-monumental, c'est qu'il n'y a pas de signes ostentatoires comme le Palais Justice, où l'antenne RTBF, qui affiche une esthétique (qu'on l'aime ou non), qui s'exhibe et s'affiche. L'esthétique de ces centres d'hébergement de données est à la lumière de l'esthétique de ces interfaces, c'est-à-dire générique. Il n'y a rien, du point de vue de l'extérieur de ces centres

d'hébergement de données, qui nous dit si c'est un centre d'hébergement de données ou un entrepôt de briques. On ne sait pas. À un niveau monumental, cet escamotage des infrastructures techniques traduit le rapport que nous entretenons avec nos appareils et terminaux personnels. Quelque part on nous dit : « Ne vous inquiétez pas de ce qui est à l'intérieur ». « On », c'est-à-dire les entreprises spécialisées, les experts, s'en charge, on s'en occupe. Vous, vous vous n'avez qu'à vous intéresser à l'interface, à votre expérience en tant qu'utilisateur.

Je pense qu'une des raisons pour laquelle le modèle à la Silicon Valley marche si bien, c'est qu'il promet un rapport fluide et ergonomique (*user-friendly*) à un système technique qui fonctionnerait automatiquement. Évidemment, c'est un cercle vicieux ou vertueux, selon le point de vue où on se situe, dans la mesure où il y a un réel désir d'automatisme de la part de l'utilisateur que ces services et applications viennent assouvir et nourrir. Que ce désir ait été fabriqué en partie par les fournisseurs des produits qu'on utilise, soit. Mais en attendant, le désir a été bien implanté, bien développé. J'ai beau être critique de ce modèle de technologies « automatiques », ça ne m'empêche pas d'utiliser Google Maps, par exemple, et de ressentir un plaisir à ce que ça marche. Et on est énervé, on est frustré quand ça ne marche pas. Il faut resituer une grande part du débat sur ce plan du désir.

Comment changer ce désir, c'est-à-dire les attentes – les envies que l'on a – des performances techniques ? Qu'est-ce qu'on attend ? Qu'est-ce qu'on veut de la technique ? En fait, il me semble que c'est un travail collectif, thérapeutique au sens fort du terme : il faut se déshabituer, il faut se désintoxiquer de certaines habitudes, de certains désirs qui sont peut-être toxiques. C'est un vieux problème, celui que les Grecs appelaient l'*akrasia*, l'acrasie, le fait d'agir contre son meilleur jugement, de savoir que quelque chose peut nous nuire mais de le faire quand même. L'important, il me semble, est de trouver une réponse collective à ces désirs qui nous font du mal, comme Ulysse qui demande à son équipage de l'attacher au mat du bateau parce qu'il sait qu'il ne pourra résister aux chants des sirènes. Alors évidemment, Google Maps n'est peut-être pas l'exemple le plus frappant quand on pense aux addictions induites par Instagram ou à la désinformation politique sur TikTok, mais il participe néanmoins à reproduire un imaginaire du système technique comme quelque chose de fluide et automatique, qui ne tombe jamais en panne et fonctionne de manière optimale. Or, la technique ne fonctionne jamais parfaitement, l'automatisme est une illusion entretenue pour déposséder l'utilisateur d'occasions de s'approprier ses dispositifs, d'en faire l'objet d'une délibération et d'un débat collectif. Ce mythe d'une automatisme de la technique est celui qui est largement répété par la *smart city* mais se heurte à la fragilité des systèmes

techniques complexes composés de plus en plus de couches, distribuées sur des échelles spatiales et temporelles.

Cet été, j'ai eu l'occasion d'éprouver l'effondrement passager de ce mythe d'automatisme, alors que j'ai pris un avion (c'est un autre débat !) le jour de la panne Microsoft ayant affecté des réseaux de transports, de paiement, et autres à une échelle inédite. C'était assez remarquable de voir une partie de système être paralysée par quelques lignes de code mal programmées dans une mise à jour Microsoft. Cela a révélé, de manière dramatique, les dépendances que toute une série de pratiques et d'institutions ont développées à l'égard d'une poignée d'acteurs qui concentrent toujours plus d'infrastructures et de données. C'est inquiétant sur le plan politique et économique mais aussi sur le plan technique, surtout dans la mesure où Internet, le réseau des réseaux numériques, était censé être un système décentralisé, conçu pour éviter ce genre de dépendances structurelles. C'est-à-dire qu'Internet, à la base, n'est rien d'autre que l'ensemble des terminaux connectés ensemble, sans différences inhérentes de base entre un serveur et un client. Tout le monde est serveur et client à la fois. En fait, le modèle originel d'Internet, c'est le peer-to-peer tel que certains le pratique encore un petit peu aujourd'hui. Sauf qu'aujourd'hui, ce modèle-là, il n'existe plus qu'à la marge d'Internet. Les infrastructures ont été largement centralisées, privatisées et on commence à se rappeler, avec une vingtaine d'années de retard, que l'infrastructure, c'est le premier enjeu. On pensait que cet enjeu avait plus ou moins disparu, parce qu'on nous parlait d'un numérique « immatériel » - on redécouvre que la matérialité de la technique compte plus que jamais¹.

Benoît Halet

C'est peut-être un très bon symptôme de la manière dont cette forme spécifique de pouvoir a réussi à se montrer – ou à se dissimuler plutôt, en l'occurrence. Tu disais tout à l'heure que le changement viendrait d'une forme de prise de conscience et de réappropriation collective par rapport à ces désirs, plaisirs, commodités, logiques dans lesquelles on est pris et qui ne sont pas forcément bonnes pour nous. L'ennui, c'est que ce dispositif-là fonctionne quand même redoutablement bien : il est doté d'une fabuleuse capacité à s'adapter et à parasiter, justement, les potentialités de désir ou de nouveaux comportements. Comment sortir d'un système qui nous connaît mieux que nous-mêmes et qui semble omniprésent ? Y a-t-il moyen même d'envisager vouloir une piste de sortie de ce genre de système-là dès lors qu'on est dedans ?

Tyler Reigeluth

À mon niveau, je ne suis pas sûr d'entrevoir des portes de sortie du système. Le terme « système » est peut-être déjà encore trop totalisant : le système

¹ Voir Vitali-Rosatì Marcello, *Éloge du Bug. Être libre à l'époque du numérique*, Paris, Zones, 2024 et <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-code-a-change/le-code-a-change-9373535>

états-unien est très différent du système européen, lui-même fondamentalement différent du système chinois. Et puis, à l'intérieur de l'Europe, le système allemand n'est pas tout à fait le même que le système belge, etc. Ensuite chaque plateforme constitue aussi son système (ou comme le disent les plateformes elles-mêmes, un « écosystème ») qui recoupe en partie avec les systèmes juridiques et géopolitiques. Il y a une granularité et une géométrie variable de ce système, granularité qui permet aussi des contradictions, des tensions.

En tout cas les dispositifs interconnectés qui régissent un ensemble de dispositions, de manières de faire, de pratiques, d'habitudes et de perceptions – comptent aussi sur nos réappropriations, nos détournements, notre résistance, parfois. Les algorithmes de recommandation dépendent de nos interactions permanentes, et l'utilisateur en fait un usage plus tactique ou stratégique qu'on ne pourrait le croire². Il ne faudrait pas dépendre trop rapidement l'image d'un utilisateur lambda qui serait dépossédé de tous ses moyens, aliéné, impuissant face à un système qui le surplomberait et le déterminerait de part en part. Je pense que le système est bien plus fragile, vulnérable et aveugle qu'on le pense – simplement le rapport de force ne se situe pas à l'échelle de l'individu face à ces plateformes mais au niveau de collectifs qui peuvent engendrer une puissance d'agir.

C'est ce sur quoi j'ai essayé d'insister dans mon livre : à force de tellement situer l'« intelligence » des villes « smart », dans les objets interconnectés, les interfaces, à force de promettre de l'intelligence à coups de nouvelles solutions techniques, on finit par oublier qu'à ces systèmes techniques correspondent des pratiques sociales, des habitudes, des manières de faire. C'est là où est la réelle intelligence.

Cette sorte de décrochage permanent entre les dispositifs et les dispositions n'est pas juste un problème pour nous, utilisateurs, ce n'est pas juste une violence à notre égard, mais c'est aussi, il me semble, un point faible et aveugle du système. La raison pour laquelle le système est voué à échouer – et échoue tout le temps –, c'est qu'il refuse d'écouter, de prendre en compte l'historicité, la matérialité, les résistances, les frictions avec lesquelles il va de toute façon composer. Nos espaces urbains sont recouverts de plus en plus de caméras de surveillances et de capteurs en tous genres, mais cette saturation n'épuisera jamais nos espaces. C'est un fantasme dangereux mais ça reste un fantasme.

2 Voir Treré Emiliano et Bonini Tiziano, *Algorithms of Resistance. The Everyday Fight against Platform Power*, Cambridge, MA, MIT Press, 2024.

SPONTANÉITÉ DE MACHINE ET CATÉCHISME DU PROGRÈS

Benoît Halet

Quel est l'intérêt stratégique d'organiser le déni de corporalité, le déni de matérialité, de monumentalité, d'historicité ? Qu'est-ce que ça produit comme comportement ? En quoi ça produit un comportement plus contrôlable ?

Tyler Reigeluth

Je pense que ça participe, en tout cas, à réaliser cette injonction : « soyez vous-même ». C'est-à-dire qu'à partir du moment où le dispositif censé normer nos comportements, dans son déni de matérialité, a pour principe d'effacer son rôle ou les effets qu'il aurait sur notre comportement, du coup, ça nous laisse – artificiellement – face à nous-mêmes.

Pour prendre un exemple, c'est explicitement ce que Google conseille aux éditeurs de contenus pour bien se situer dans leur Page Rank, leur algorithme de hiérarchisation de référencement. Évidemment, ils ne donnent pas d'informations sur l'algorithme en tant que tel, mais ils donnent quelques conseils stratégiques pour bien se placer. Et l'un des conseils, c'est : « Faites comme si on n'était pas là. Soyez naturel. »³ Cette espèce d'injonction à la spontanéité est vraiment, pour moi, le moteur principal de cette manière de gouverner par et à travers ces dispositifs numériques.

L'outil doit disparaître de l'expérience pour juste laisser libre cours à l'expressivité, à la créativité, en sachant que c'est le modèle économique de ces plateformes : plus on les utilise, plus ils ont de données. Donc, la fluidité de l'expérience doit primer sur tout et avant tout parce que c'est ce qui va garantir qu'on veuille continuer à utiliser ces plateformes.

Benoît Halet

Comment combiner cette injonction avec cette autre idée, qui consiste à présenter les contraintes techniques comme des contraintes absolues ? Je ne sais pas si tu te souviens de cette phrase de Sarkozy à propos de la question d'une éventuelle sortie française du nucléaire : « On ne va pas retourner à l'époque de la bougie ! » Puisqu'il est évidemment impossible de régresser, il faut bien faire avec ce que demande l'état du réseau technique disponible, par définition à la pointe. Cela signifie qu'on peut justifier des décisions purement sociétales, politiques, économiques, qui sont des choix pris dans un éventail de choix et de directions possibles, comme s'ils avaient été dictés par les lois de cette chose tellement transcendante qu'est « la » technique. C'est paradoxal, non ?

³ Voir Cardon Dominique, « Dans l'esprit du PageRank », dans *Réseaux*, n° 177(1), 2013, pp. 63-95.

Tyler Reigeluth

Je pense que là, souvent, ce qui s'exprime, c'est ce que Gilbert Simondon appellerait une aliénation technique dans le chef des décisionnaires, des fonctionnaires d'État, de ceux qui sont censés gouverner. Ils invoquent le progrès technique comme une injonction irrésistible, comme une force motrice qui nous emporte malgré nous parce qu'ils se sentent désemparés. Les auditions, par exemple, au Congrès américain, où ils ont invité Zuckerberg pour soi-disant lui taper sur les doigts et finalement, lui demandent : « Dites-nous, quelle serait la meilleure manière pour vous réguler ? » C'est tout de même incroyable. En termes d'exercice du pouvoir public, on touche quand même le fond du panier. Mais en fait, ça trahit un vertige et un manque de culture technique. Fondamentalement, ils sont ignorants de ce qu'ils pensent réguler.

Par contre, la phrase de Sarkozy que tu évoques est très intéressante, parce qu'on linéarise très vite l'évolution technique. On nie l'historicité des objets techniques, qui ne procède pas par sauts et renoncements, mais par accumulations et superpositions. On dit : « On ne va pas retourner au monde de la bougie » comme si le monde de la bougie avait disparu. Mais au fond, qu'est-ce qu'on fait dès qu'il y a une panne d'électricité ? On sort les bougies. J'ai un exemple dont je parle dans le livre, quand pendant des campagnes de vaccination, il y a une panne d'Internet et qu'on n'arrive plus à mettre à jour les bases de données de vaccination, il faut ressortir le papier et les carnets de vaccination, sauf que ce n'est pas envisageable parce que la solution numérique a pris toute la place et qu'on nous a promis que ça marcherait parfaitement.

J'ai essayé d'insister là-dessus dans le livre – c'est même la raison du titre : si intelligence il y a, c'est dans la multiplicité des couches, dans la multiplicité des médiums qu'on utilise – jamais dans l'univocité des solutions techniques. Pour moi, c'est le cœur du débat aujourd'hui, c'est-à-dire qu'il n'est pas question de savoir si l'on est pour ou contre le numérique, mais plutôt de savoir si on est d'accord de voir quelques acteurs s'emparer de l'ensemble d'un réseau technique aussi important.

D'ailleurs, on peut en réalité avancer cet argument de manière stratégique pour forcer le débat avec une contrepartie qui n'a peut-être pas envie d'entendre les débats sur l'aliénation technique et ce genre de choses : il y a un problème de concurrence sur un marché libre et ouvert. C'est, au fond, un argument parfaitement libéral. Mais la Commission européenne et la Chambre de commerce des États-Unis commencent à se rendre compte du problème du monopole très particulier qui se consolide autour des technologies numériques. C'est sans doute l'une des premières fois que ça arrive dans l'histoire de l'humanité, qu'il y ait un monopole sur la communication et l'information. Et, ironiquement, de la part d'acteurs qui ne prétendaient avoir aucune incidence sur la nature de

la communication et de l'information qui circulait sur ses réseaux, si ce n'est la libérer, la désinhiber, la désintermédiaire.

Benoît Halet

Mais alors, en quoi une analyse critique du concept d'intelligence appliqué à l'espace urbain permet-elle de déplacer la question du « pour ou contre » le numérique vers celle de sa monopolisation aux mains de cette poignée d'acteurs privés ?

Tyler Reigeluth

Pour revenir à la *smart city*, je pense que le terme intelligence vient qualifier plein de choses, d'institutions, de pratiques, etc. Le smart, c'est devenu vraiment le nouveau mot d'ordre.

Or, le terme « intelligence » est un terme dont il faut se méfier, sans pour autant l'abandonner aux grandes entreprises et à l'État. C'est un terme normatif par essence. On ne peut pas le neutraliser. « Intelligent », c'est pour distinguer de « idiot », « inutile », « paresseux ». Ça produit forcément une forme d'hierarchie. À chaque fois qu'on entend ce terme il faut se demander : « Qui n'est pas intelligent ? Qu'est-ce qui n'est pas intelligent ? Quel quartier, quel type de métier est-ce que l'on ne valorise pas ? »

48

Si l'on prend l'exemple simple de la maintenance des bâtiments, plus il y aurait de capteurs et de processus automatisés, plus ce serait intelligent. En revanche les années d'expérience et de savoir-faire du personnel de maintenance, ce n'est pas smart⁴. Toutes les sociologies, les anthropologies des techniques montrent que les échecs, les grosses catastrophes partent typiquement d'un manque de communication et d'écoute des personnes qui travaillent, qui ont les mains dans le cambouis et qui ont une connaissance, une culture technique du système qu'ils utilisent.

C'est par là, je crois, qu'il faut commencer à travailler sur le désir des consommateurs et des utilisateurs. C'est-à-dire que ce n'est pas à chacun dans son coin de dire : « Demain, je vais vouloir mieux, je vais vouloir autre chose. Je vais désirer une meilleure technique et je vais être plus sain dans mon rapport à la technique. »

Benoît Halet

Est-ce que cela passerait par un travail législatif ?

Tyler Reigeluth

C'est là où tout le monde ne sera pas d'accord avec moi, mais, en effet, il faut – en tout cas c'est une hypothèse que j'envisage et qui mérite d'être discutée – une part de contrainte, une part de législation. C'est-à-dire qu'il ne

4 Voir Pontille David et Denis Jérôme, *Le soin des choses*, Paris, La Découverte, 2022.

faut pas hésiter à réactiver des normativités plus anciennes pour faire face à des nouvelles normativités. L'éducation et la prise de conscience à l'échelle individuelle sont nécessaires, mais insuffisantes. Tout le monde sait aujourd'hui que le numérique – dans sa forme prédominante – c'est sale, ça pollue, ça fait travailler des enfants en Afrique. On le sait. Comme on le savait avec le plastique à usage unique qui est une des pires inventions de l'histoire. Mais ce n'est pas en éduquant et en moralisant les gens à longueur de journée qu'on va parvenir à un changement significatif. C'est en l'interdisant et en contraignant les entreprises et les industries.

On sait que le numérique n'est pas un monde à part, que malgré les images qu'on nous vend ce n'est pas un nuage quelque part ailleurs. Or tout fonctionne comme si c'était le cas. Nous avons besoins de frictions pour sentir les choses. Il faudrait réintroduire de la friction, c'est-à-dire du rythme et de la différence dans notre consommation du numérique, dans notre usage du numérique. Il faut défaire ce sentiment de disponibilité permanent des choses par le numérique. On s'est habitué à un monde en permanence disponible grâce au numérique, 24 heures sur 24, et ce n'est pas normal, en fait.

Je ne veux pas forcément plus d'État et plus de législation, mais le processus a la vertu symbolique d'élever un problème au rang de quelque chose qui est « digne » de politique. Alors, ça devient l'objet d'un débat. Ça devient un dossier. Ce qui ne veut pas dire que le travail législatif épuise le sujet, loin de là!

L'arsenal législatif qui serait déployé, ici, serait une législation qui aurait pour but de protéger l'utilisateur, le consommateur. Parce qu'il faut être réaliste, ça va passer par là dans un premier temps. Les petits progrès que l'on voit arriver, c'est plutôt dans le droit de la consommation, le droit qui protège les consommateurs. Par exemple, même si ça peut paraître dérisoire, une extension d'une garantie de fonctionnement d'un objet technique permettrait de se projeter dans un avenir, dans une relation plus longue avec l'objet. Ce sont des petites réformes du désir. Comment se réattacher à ses objets alors que depuis des années, on nous pousse à surtout ne pas s'attacher à nos objets, dans la mesure où ils sont interchangeable et obsolètes très rapidement ?

Pour être un sujet épanoui il faut avoir la possibilité de prendre soin des gens et des choses autour de soi. Donc, les moyens législatifs que j'envisage, c'est des moyens très minimaux pour mettre le sujet en situation de prendre soin, collectivement, individuellement, de ses objets du quotidien. Il s'agit simplement de poser une barrière qui rende cette situation possible, en interdisant par exemple de rendre un objet caduc à cause d'une mise à jour de logiciel après trois ans.

FÉTICHES ET DÉPENDANCES

Benoît Halet

Ce déni de matérialité, quelque part, s'accompagne aussi d'une espèce précarisation permanente. Tu payes pour un service qu'on peut toujours résilier, et cela inclut même les objets matériels, qui ne deviennent que le support d'un service pour lequel je vais devoir repayer à échéance régulière.

Tyler Reigeluth

En fait, c'est là tout le paradoxe : l'objet matériel a à la fois énormément de valeur, au sens où on dépense des sommes astronomiques pour le dernier smartphone, et en même temps, il n'a de la valeur que dans la mesure où il est devenu une interface pour nous faire accéder à autre chose. C'est précisément la transformation qu'est en train de subir la ville. La ville devient une interface grandeur nature, où on a les mêmes interfaces partout d'ailleurs, les mêmes écrans tactiles. Le support matériel n'a de valeur et d'importance que dans la mesure où il nous permet d'accéder à autre chose, à ce cloud, à ces services distribués, délocalisés. Tout est toujours ailleurs. Et la matière ne compte plus que dans la mesure où elle nous permet d'accéder à cet ailleurs. Et un des enjeux, il me semble, c'est de pouvoir se focaliser sur l'objet, sur la matière qui est là, devant nous, de dire : en fait, c'est ça qui compte. Du point de vue du consommateur aussi, il faut pouvoir dire : « Non, tu ne peux pas m'arracher comme ça mon outil parce qu'il ne serait plus compatible avec le système. » Et puis, de plus en plus de services et de pratiques de l'espace (faire du vélo, aller à la salle de sport, consulter un menu, etc.) réclament un smartphone, souvent avec une application dédiée, qui devient une couche supplémentaire et parfaitement superflus à la pratique elle-même mais qui en conditionnent l'accès.

Benoît Halet

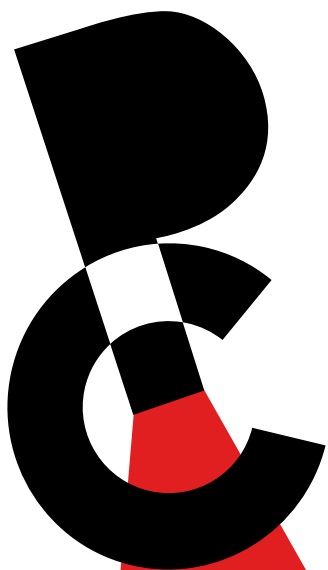
Tu écris dans ton livre que la ville intelligente, c'est celle qui pourra innover tous les jours sans broncher. Finalement, c'est peut-être une bonne définition du genre d'injonction comportementale que contient cette nouvelle forme de pouvoir : « Ne t'attache pas à ton outil, ce n'est pas le tien. Il va y avoir des mises à jour. Tu vas devoir te mettre à jour, surtout sans broncher, parce que finalement, il s'agit d'être, de la manière toujours la plus optimale et la plus transparente, toi-même. »

Tyler Reigeluth

J'ai pu écrire dans le livre que le projet et le discours de *Smart city* s'apparentent à une forme d'utopie nouvelle, mais je dois revenir un peu sur cette formulation. En réalité, le « devenir-smart » des objets et espaces urbains, correspond davantage à une sorte de processus d'expérimentation continu et sans fin⁵ où tout le monde doit pouvoir s'ajuster constamment, se mettre à jour

5 Voir Halpern Orit et Mitchell Robert, *The Smartness Mandate*, Cambridge, MA, MIT Press, 2023.

– ce qui correspond très bien à cette gouvernementalité où c’est nous-mêmes qui sommes la source de nouvelles normes : un flux tendu de concurrence et d’adaptation où la ville du futur est testée, comme on teste la nouvelle version d’un logiciel. Mais on peut difficile imaginer qu’une telle dynamique soit soutenable, durable (dans tous les sens du terme) et qu’elle ne va pas s’épuiser et s’essouffler. Les solutions les plus efficaces et élégantes face à nos problèmes urbains sont souvent celles qui s’ancrent dans des pratiques locales, des savoir-faire anciens, des rapports à la technique raisonnables, pas des innovations technologiques qui semblent sortir de nulle part pour aussitôt être oubliées lorsque la start-up fait faillite.



**PERMANENCES
CRITIQUES**